

# **Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vendée**

16 rue Olivier de Clisson  
CS 50146  
85002 La Roche sur Yon

## **Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

### **AURECCA**

SIEGE SOCIAL : 5, BD VINCENT GACHE - IMM. SIGMA 2000 44200 NANTES  
TEL : +33 (0) 2 40 49 61 00 - FAX : +33 (0) 2 51 13 46 05

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES  
CAPITAL DE 50 000 EUROS - RCS NANTES B 408 629 228

Mesdames, Messieurs les membres de l'Assemblée Générale,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vendée (CCI de Vendée) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la CCI de la Vendée à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des données budgétaires.

## **Responsabilités de la direction, du Trésorier et de la Commission des Finances relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier. Il appartient à la Commission des Finances d'émettre un avis sur ces comptes.

Nous avons communiqué nos conclusions à la Commission des Finances du 5 mai 2025 et avons signé ce rapport à l'issue de la finalisation des travaux d'audit.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait Nantes, le 13 mai 2025

**Cabinet AURECCA**



**Nicolas BOUANCHAUD**  
**Commissaire aux comptes**

ACTIF	Exercice au 31/12/2024			Exercice au 31/12/2023
	Brut	Amort./Prov.	Net	Net
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :</b>				
FRAIS D'ETABLISSEMENT				
FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT				
CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES				
FONDS COMMERCIAL (1)				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORP.	1 049 263,31	1 030 428,78	18 834,53	45 913,65
AVANCES ET ACOMPTES				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES :</b>				
TERRAINS	266 636,12	58 058,78	208 577,34	209 529,39
CONSTRUCTIONS	6 000 415,49	4 756 178,64	1 244 236,85	1 337 877,58
INST. TECHN. MATER. ET OUTIL.	11 439,09	6 908,51	4 530,58	5 671,94
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPOR.	1 436 076,68	1 349 334,98	86 741,70	105 014,99
IMMOB. CORPORELLES EN COURS	415 567,01		415 567,01	1 541 062,40
IMMOBIL. MISES EN CONCESSION	125 942 029,71	80 229 365,17	45 712 664,54	45 093 701,11
AVANCES ET ACOMPTES				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) :</b>				
PARTICIPATIONS	1 858 152,30	32 764,92	1 825 387,38	1 802 908,27
CREANC. RATTACH. A DES PARTICIP.				
AUTRES TITRES IMMOBILISES	7 501 193,00		7 501 193,00	
PRETS	7 299 684,27	299 335,61	7 000 348,66	6 956 202,98
PRETS AVCS INTER-SERV. ACCORD.				
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANC.	1 651,61		1 651,61	1 651,61
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>151 782 108,59</b>	<b>87 762 375,39</b>	<b>64 019 733,20</b>	<b>57 099 533,92</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>STOCKS ET EN-COURS :</b>				
MAT. PREMIERES, AUTRES APPROV.				
EN-COURS DE PRODUCT.(BIENS)				
EN-COURS DE PRODUCT. (SERVICES)				
PRODUITS INTERM. ET FINIS				
MARCHANDISES	87 160,64		87 160,64	67 924,48
AVANCES ET ACPTE VERS/. CDES				
<b>CREANCES D'EXPLOITATION : (3)</b>				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	1 727 902,26	119 368,18	1 608 534,08	1 722 597,92
AUTRES	1 974 779,68		1 974 779,68	2 398 200,78
CREANCES DIVERSES (3)	992 284,99		992 284,99	792 558,75
CAPITAL SOUSCRIT APPELE NON VERSE				
<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT :</b>				
ACTIONS PROPRES				
TITRES	40 926,69	10 859,29	30 067,40	6 535 449,91
DISPONIBILITES	4 133 908,75		4 133 908,75	7 320 419,91
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	139 198,31		139 198,31	137 235,63
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>9 096 161,32</b>	<b>130 227,47</b>	<b>8 965 933,85</b>	<b>18 974 387,38</b>
CHARGES A REP.S/PLUS. EXERC. III				
PRIMES DE REMB. DES OBLIGAT. IV				
ECART DE CONVERSION ACTIF V				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>160 878 269,91</b>	<b>87 892 602,86</b>	<b>72 985 667,05</b>	<b>76 073 921,30</b>
(1) DONT DROIT AU BAIL				
(2) DONT A MOINS D'UN AN				
(3) DONT A PLUS D'UN AN				

CCI DE LA VENDEE

Budget Exécuté - 31/12/2024

BILAN

PASSIF	Exercice au 31/12/2024	Exercice au 31/12/2023
	Net	Net
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
CAPITAL		
(Dont capital versé)		
PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT		
APPORTS	11 001 738,38	11 001 738,38
ECARTS DE REEVALUATION		
<b>RESERVES :</b>		
RESERVE LEGALE		
RESERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES		
RESERVES REGLEMENTEES		
AUTRES		
REPORT A NOUVEAU	25 254 605,47	25 664 947,54
RESULTAT DE L'EXERCICE	(149 926,16)	(410 342,07)
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	11 999 997,66	11 632 260,70
PROVISIONS REGLEMENTEES	69 779,17	76 942,77
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>48 176 194,52</b>	<b>47 965 547,32</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
DROITS DU CONCEDANT	13 729 781,06	15 254 267,86
<b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES</b>	<b>13 729 781,06</b>	<b>15 254 267,86</b>
<b>FONDS EFFORT DE CONSTRUCTION</b>		
EFFORT DE CONSTRUCTION		
<b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>		
PROVISIONS POUR RISQUES		
PROVISIONS POUR CHARGES	2 473 437,54	2 729 828,96
<b>TOTAL PROV. RISQ. &amp; CHAR</b>	<b>2 473 437,54</b>	<b>2 729 828,96</b>
<b>DETTES (1)</b>		
<b>DETTES FINANCIERES :</b>		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES CONVERTIBLES		
AUTRES EMPRUNTS OBLIGATAIRES		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES ETABLISSEMENTS CREDIT (2)	2 601 759,84	2 975 128,88
- Dont Emprunts	2 601 759,84	2 975 128,88
- Dont Dettes auprès des établissements de crédits		
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	279 859,64	374 075,63
PRETS AVANCES RECUS INTER SERVICES		
<b>AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES</b>		
<b>DETTES D'EXPLOITATION :</b>		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	1 358 158,43	3 059 131,86
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 138 102,78	866 407,63
<b>DETTES DIVERSES :</b>		
DETTES SUR IMMO ET CPTES RATTACHES	143 891,85	462 610,12
DETTES FISCALES ET SOCIALES		
AUTRES DETTES	3 036 233,04	2 437 543,81
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	48 248,35	(50 620,77)
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>8 606 253,93</b>	<b>10 124 277,16</b>
ECARTS DE CONVERSION PASSIF		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>72 985 667,05</b>	<b>76 073 921,30</b>
(1) DONT A PLUS D'UN AN		
DONT A MOINS D'UN AN		
(2) DONT CONCOURS BANC. COURANTS & SLD CRED. B		

## OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT - CHARGES

	Budget exécuté 31/12/2023	Budget Voté 31/12/2024	Budget exécuté 31/12/2024	Différence
	(A) Net	(B) Net	(C) Net	(D) = (C) - (B) Ecart
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
PARTS CONTRIBUTIVES (A)				
ACHATS DE MARCHANDISES	1 166 841,59	1 085 000,00	1 114 412,64	29 412,64
VARIATION DE STOCK	85 603,58		(19 236,16)	(19 236,16)
ACHATS MAT.PREMIERES ET AUTRES APPROV. VARIATION DE STOCK				
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	11 104 981,18	11 306 200,00	10 770 213,93	(535 986,07)
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	454 491,74	394 500,00	789 075,43	394 575,43
SALAIRES ET TRAITEMENTS	3 668 078,31	3 900 000,00	3 886 340,15	(13 659,85)
CHARGES SOCIALES	2 152 513,17	2 166 300,00	2 043 408,57	(122 891,43)
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROV. SUR IMMOBILISATIONS : DOTATIONS AUX AMORT.	3 063 198,22	3 271 700,00	3 186 946,54	(84 753,46)
SUR IMMOBILISATIONS : DOTATIONS AUX PROV.				
SUR ACTIF CIRCULANT : DOTATIONS AUX PROV.	8 697,64		93 647,03	93 647,03
POUR RISQUES ET CHARGES : DOTATIONS AUX PROV.	269 118,01	156 900,00	386 009,24	229 109,24
AUTRES CHARGES	141 612,84	166 700,00	221 779,29	55 079,29
CONTRIBUTIONS VERSEES AUX SERVICES				
<b>SOUS-TOTAL (B)</b>	<b>22 115 136,28</b>	<b>22 447 300,00</b>	<b>22 472 596,66</b>	<b>25 296,66</b>
<b>TOTAL (A +B) = I</b>	<b>22 115 136,28</b>	<b>22 447 300,00</b>	<b>22 472 596,66</b>	<b>25 296,66</b>
QUOTES-PARTS DE RESULTAT s/OPERATIONS (II)				
<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	15 796,25	15 000,00	42 779,14	27 779,14
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	41 313,54	31 800,00	30 317,38	(1 482,62)
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE				
CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE V.M.P			41,26	41,26
<b>TOTAL III</b>	<b>57 109,79</b>	<b>46 800,00</b>	<b>73 137,78</b>	<b>26 337,78</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>				
SUR OPERATIONS DE GESTION	35 104,91	116 000,00	270 486,27	154 486,27
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	45 143,78		187 348,26	187 348,26
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	27 357,44		357,44	357,44
<b>TOTAL IV</b>	<b>107 606,13</b>	<b>116 000,00</b>	<b>458 191,97</b>	<b>342 191,97</b>
IMPOTS SUR LES BENEFICES (V)				
<b>TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V)</b>	<b>22 279 852,20</b>	<b>22 610 100,00</b>	<b>23 003 926,41</b>	<b>393 826,41</b>
<b>SOLDE CREDITEUR = BENEFICE</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>22 279 852,20</b>	<b>22 610 100,00</b>	<b>23 003 926,41</b>	<b>393 826,41</b>

## OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT - PRODUITS

	Budget exécuté 31/12/2023 (A)	Budget Voté 31/12/2024 (B)	Budget exécuté 31/12/2024 (C)	Différence (D) = (C) - (B)
	Net	Net	Net	Ecart
TACFE				
TACVAE				
CONTRIBUTION RECUE	3 521 019,27	3 427 600,00	3 445 107,00	17 507,00
RELIQUATS EXERCICES ANTERIEURS	0,00	0,00	0,00	
<b>1 - PRODUIT FISCAL, DOTATION, CONTRIBUTIONS</b>	<b>3 521 019,27</b>	<b>3 427 600,00</b>	<b>3 445 107,00</b>	<b>17 507,00</b>
VENTES DE MARCHANDISES	1 563 256,49	1 408 000,00	1 397 824,31	(10 175,69)
PRODUCTION VENDUE (BIENS ET SERVICES)	13 680 102,79	14 145 000,00	14 225 957,15	80 957,15
<b>2 - CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>15 243 359,28</b>	<b>15 553 000,00</b>	<b>15 623 781,46</b>	<b>70 781,46</b>
PRODUCTION STOCKEE				
PRODUCTION IMMOBILISEE				
RESSOURCES PUBLIQUES ET SUBVENT. EXPLOITATION	860 588,30	976 800,00	994 020,40	17 220,40
dont : - Taxe d'apprentissage	33 141,62	46 300,00	52 294,47	5 994,47
- Etat et divers	698 294,23	397 500,00	376 158,58	(21 341,42)
- Région et autres collectivités	129 152,45	533 000,00	565 567,35	32 567,35
- Europe				
REPRISES SUR PROVISIONS	524 396,44	333 300,00	646 541,95	313 241,95
AUTRES PRODUITS	12 369,91	33 000,00	40 986,11	7 986,11
TRANSFERT DE CHARGES	125 315,30	25 300,00	43 966,20	18 666,20
CONTRIBUTIONS RECUES DES SERVICES				
QUOTES PARTS DE RESULTATS SUR OP. FAITES EN COMMUN				
<b>3 - SOUS-TOTAL</b>	<b>1 522 669,95</b>	<b>1 368 400,00</b>	<b>1 725 514,66</b>	<b>357 114,66</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (1+2+3)</b>	<b>20 287 048,50</b>	<b>20 349 000,00</b>	<b>20 794 403,12</b>	<b>445 403,12</b>
PRODUITS DES PARTICIPATIONS	3 237,45	900,00	893,97	(6,03)
AUT. VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE				
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	140 739,02	148 200,00	216 409,21	68 209,21
REPRISES SUR PROVISIONS	113 969,10	83 700,00	97 800,60	14 100,60
TRANSFERT DE CHARGES				
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE				
PRODUITS NETS SUR CESSIONS V.M.P				
<b>4 - PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>257 945,57</b>	<b>232 800,00</b>	<b>315 103,78</b>	<b>82 303,78</b>
OPERATIONS DE GESTION	(89 956,46)	91 900,00	199 596,28	107 696,28
CESSIONS D'ELEMENTS D'ACTIF	64 969,44	100 000,00	131 948,66	31 948,66
QUOTE-PART DES SUBV D'INVEST VIREES AU RESULTAT	1 341 982,04	1 282 800,00	1 324 249,97	41 449,97
AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS			177,40	177,40
REPRISES SUR PROVISIONS	7 521,04	86 800,00	88 521,04	1 721,04
TRANSFERTS DE CHARGES				
<b>5 - PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>1 324 516,06</b>	<b>1 561 500,00</b>	<b>1 744 493,35</b>	<b>182 993,35</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (1+2+3+4+5)</b>	<b>21 869 510,13</b>	<b>22 143 300,00</b>	<b>22 854 000,25</b>	<b>710 700,25</b>
<b>6 - PERTE</b>	<b>410 342,07</b>	<b>466 800,00</b>	<b>149 926,16</b>	<b>(316 873,84)</b>
<b>TOTAL GENERAL (1+2+3+4+5+6)</b>	<b>22 279 852,20</b>	<b>22 610 100,00</b>	<b>23 003 926,41</b>	<b>393 826,41</b>